

Appel de la coordination nationale de Toulouse

Samedi 25 février 2006

Nous, étudiants délégués de trente universités mobilisées, dont douze en grève avec blocages, réunies en coordination nationale à Toulouse Rangueil samedi 25 février 2006, déclarons notre détermination à continuer la mobilisation jusqu'à la satisfaction de nos revendications. La mobilisation prend de l'ampleur, en particulier dans les universités, où les grèves sont plus nombreuses que la semaine dernière, malgré les vacances. Les assemblées générales massives sont de plus en plus nombreuses, signe d'une mobilisation qui a le soutien de la grande majorité des jeunes, qu'ils soient étudiants, lycéens ou travailleurs. Cette deuxième coordination nationale, nous permet de mesurer le chemin parcouru, les positions que nous gagnons et vise à construire un mouvement d'ampleur suffisante pour faire reculer tant le gouvernement que le patronat.

Le Contrat Première Embauche, véritable alignement du gouvernement sur les exigences du patronat, est une attaque déterminante contre les jeunes et en particulier les jeunes déjà les plus précarisés. Avec cette attaque, on veut empêcher les jeunes d'avoir des droits, des emplois stables et des conditions de travail décentes et le patronat de casser le code du travail. Le gouvernement veut nous rendre licenciables à tout moment, et corvéables à merci car on peut être mis à la porte sans motif si on est malade ou si on dit « non » à son employeur. Mais c'est plus largement notre avenir et celui des droits collectifs sur le marché du travail qui est en cause. On connaissait déjà les CDD, les temps partiels imposés, la suppression du statut de MI-SE, etc. Le Contrat Nouvelle Embauche et le futur Contrat de Travail Unique voulu par Villepin sont une volonté de généraliser la précarité, de casser les droits de l'ensemble des travailleurs. Dans le même temps, notamment dans la « loi pour l'égalité des chances », le gouvernement généralise les cadeaux financiers au patronat, en trouvant mille et une façon pour qu'il ne paye pas les cotisations sociales.

Ces attaques vont de pair avec d'autres dans le domaine scolaire. La réforme Fillon sur l'école renforce « l'inégalité des chances », en ne donnant pas le même enseignement à tous les jeunes. Le LMD casse les diplômes nationaux, qui était notre première garantie sur le marché du travail. Le Pacte pour la recherche va contribuer à creuser les inégalités entre universités riches et universités pauvres, va renforcer les formations courtes, va donner, à court terme, un droit de regard au patronat local. C'est pourquoi nous exigeons leur retrait.

La « loi sur l'égalité des chances » contribue à réduire les diplômes auxquels peuvent aspirer les jeunes : l'apprentissage dès 14 ans fait partie de ces mesures, en expulsant des jeunes de l'enseignement.

Pour faire passer ces mesures, et pour rendre docile la jeunesse, le gouvernement multiplie la répression : Contre les mouvements sociaux, notamment pendant le mouvement lycéen et contre les jeunes des quartiers en novembre 2005. Il réprime déjà la mobilisation contre le CPE, par des arrestations et une répression administrative contre des lycéens.

La « loi sur l'égalité des chances » constitue une réelle provocation, avec le renforcement du pouvoir des polices municipales, la suppression des allocations familiales et le développement des stages dans la police et l'armée pour les jeunes trop « turbulents ». Le gouvernement veut faire taire les jeunes, leur apprendre à ne pas se révolter.

En mettant en place le Contrat Première Embauche, le gouvernement a déclenché un mouvement de contestation dans la jeunesse. La « loi sur l'égalité des chances » est un concentré des attaques que nous subissons depuis des années.

En utilisant l'article 49-3, le gouvernement a montré aux yeux de tous son refus de toute discussion : seule la mobilisation, la construction d'un rapport de force le fera céder.

C'est la grève qui nous permettra de le faire reculer et de défendre nos droits à la contestation en tant que travailleurs et en tant que futurs travailleurs. Notre objectif doit être la mise en place de la grève reconductible et l'extension des blocages dans un maximum de lycées et d'universités. C'est la seule méthode qui permette que tous participent à la mobilisation, sans être sanctionnés. Nous appelons les travailleurs à se mobiliser, à s'organiser et à nous rejoindre pour défendre leurs droits.

Nous exigeons :

- **Un emploi stable pour tous, retrait de tous les contrats précaires :**
 - **Retrait de la Loi sur l'Egalité des Chances, dont le CPE fait partie (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans...)**
 - **Le retrait du CNE**
- **Le réengagement financier de l'Etat dans le Service Public pour une Université Publique :**
 - **Un plan pluriannuel de créations de postes à la hauteur des besoins dans l'éducation nationale**
 - **Le retrait de la loi Fillon**
 - **La reconnaissance de nos diplômes**
- **L'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE**

C'est tous ensemble que nous gagnerons : étudiants, lycéens, salariés. Nous appelons donc les travailleurs, notamment ceux en lutte et les plus précaires d'entre eux (chômeurs, sans-papiers, intermittents...) à s'engager dans le combat contre le CPE et la précarité. **Le mardi 7 mars est une date de mobilisation fondamentale** pour construire cette lutte commune, nous espérons que c'est une première date qui en appellera d'autres rapidement.

D'ici le 7 mars, nous appelons à la mobilisation et au **blocage l'ensemble de la jeunesse pour le 28 février, et appelons les salariés et leurs organisations à relayer cette date**. Nous appelons également à une **journée d'action le 2 mars**, partout en France, pour montrer notre détermination, étendre et renforcer la mobilisation.

Pour que le 07/03 soit non seulement une réussite mais aussi, et surtout, le tremplin pour une mobilisation plus large et unitaire avec les travailleurs, nous appelons les étudiants et lycéens à une grève reconductible à partir du 7 partout où les forces le permettent. C'est le meilleur moyen d'entraîner les travailleurs dans la lutte : la continuer nous-même et leur donner envie de nous rejoindre. En outre, pour élargir la mobilisation même là où la grève reconductible ne pourra se réaliser, nous appelons d'ores et déjà, à une **journée nationale d'action le jeudi 9 mars**. Nous pouvons donc déjà, non seulement appeler au 07/03 mais aussi présenter cette date non comme une date butoir mais comme un tournant d'une mobilisation appelée à se prolonger !

La prochaine coordination nationale se tiendra à Jussieu le samedi 4 mars, selon les mêmes modalités que celle de Toulouse.